

**Art. 9.** Niettegenstaande artikel 8 kan het inrichtingshoofd of de inrichtende macht dat/die één van de acties niet zou kunnen uitvoeren zoals goedgekeurd door de Nabijheidscommissie, een met redenen omklede aanvraag indienen om het niet opgebruikt bedrag een nieuwe bestemming te geven zodat de middelen die al aan één of meer acties toegewezen zijn zoals goedgekeurd, kunnen worden versterkt.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2006.

**Art. 11.** De Minister-Présidente, tot wier bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2006

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,  
Mme M. ARENA

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3808

[2006/203070]

**7 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises ainsi que son arrêté d'exécution du 1<sup>er</sup> avril 2004**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides à la formation, modifié par le Règlement (CE) n° 363/2004 de la Commission du 25 février 2004;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

Considérant que la Région wallonne peut, sans préjudice de l'article 4.3. du Règlement (CE) n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides à la formation, augmenter le nombre de chèques octroyés;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé, le 30 août 2005, dans le cadre de son plan concernant « Les actions prioritaires pour l'avenir wallon », de renforcer les incitants financiers à la formation des travailleurs occupés dans les T.P.E. et les P.M.E. et plus spécifiquement les formations destinées à l'apprentissage des langues;

Considérant que les motivations de la décision du Gouvernement wallon étaient fondées, notamment, sur la situation du marché de l'emploi, la création d'emplois et la pénurie en certaines qualifications;

Considérant que le texte a été soumis au Comité d'accompagnement du chèque-formation et que les remarques émises à cette occasion ont été prises en compte;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juin 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 40.838/2/V, donné le 31 juillet 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci. Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises*

**Art. 2.** L'article 8 §, 1<sup>er</sup>, du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises est remplacé par le texte suivant :

« La petite ou moyenne entreprise peut acquérir des chèques-formation auprès de l'émetteur désigné par le Gouvernement sur proposition de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en abrégé : le « FOREm », au prix de 15 euros à concurrence d'un nombre maximal, par an, de :

1° cent chèques-formation pour la personne physique ou pour l'entreprise unipersonnelle. Le nombre de chèques peut être augmenté à cent vingt-cinq pour autant que les chèques supplémentaires soient exclusivement utilisables pour des formations en langues;

2° quatre cents chèques-formation pour celle qui compte de deux à cinquante travailleurs inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, en abrégé : « O.N.S.S. ». Le nombre de chèques peut être augmenté à cinq cents pour autant que les chèques supplémentaires soient exclusivement utilisables pour des formations en langues;

3° six cents chèques-formation pour celle qui compte de cinquante et un à cent travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. Le nombre de chèques peut être augmenté à sept cents cinquante pour autant que les chèques supplémentaires soient exclusivement utilisables pour des formations en langues;

4° sept cents chèques-formation pour celle qui compte de cent un à deux cents travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. Le nombre de chèques peut être augmenté à huit cent septante-cinq pour autant que les chèques supplémentaires soient exclusivement utilisables pour des formations en langues;

5° huit cents chèques-formation pour celle qui compte de deux cent un à deux cent cinquante travailleurs inscrits à l'O.N.S.S. Le nombre de chèques peut être augmenté à mille pour autant que les chèques supplémentaires soient exclusivement utilisables pour des formations en langues. »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 pris en exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises*

**Art. 3.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 pris en exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises est complété par le point suivant :

« 9° « Formation à distance » : le dispositif souple de formation organisé en fonction des besoins individuels ou collectifs (individus et entreprises), qui peut comporter des apprentissages individualisés ou standardisés et l'accès à des ressources et compétences locales ou à distance, qui doit nécessairement être exécuté sous le contrôle d'un formateur et qui peut se dérouler de manière synchrone ou asynchrone. »

**Art. 4.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4, § 1<sup>er</sup>. Sont considérées, au sens de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, comme qualifiantes les formations dont le contenu et la finalité correspondent aux descriptions contenues dans les référentiels de métiers, de qualifications ou de formations en usage.

§ 2. En outre, sont considérées, au sens de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret, comme générant des compétences attendues sur le marché du travail les formations dont la finalité rencontre les besoins exprimés au travers des analyses sectorielles ou interprofessionnelles réalisées notamment par ou pour compte des secteurs professionnels, des organismes publics, des organisations représentatives des travailleurs et des organisations représentatives des employeurs. »

**Art. 5.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6, § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 12 du décret, la formation à distance doit, pour être agréée, proposer un encadrement spécifique du travailleur.

Cet encadrement spécifique implique obligatoirement :

1° l'identification d'un conseiller personnel du travailleur;

2° un suivi personnalisé par téléphone, par courrier électronique, par vidéoconférence, par forum de discussion ou par toute autre formule liée à l'évolution des technologies de la communication.

§ 2. Pour chaque type de formation à distance soumis à l'agrément, le comité remet au Ministre, sur base de l'analyse du questionnaire d'audit complété par l'opérateur de formation, son avis et propose le nombre forfaitaire d'heures couvertes par le chèque-formation, en ce compris les heures consacrées au suivi du travailleur. »

**Art. 6.** Le titre de la Section 2 est remplacé par : « De la procédure d'attribution et de retrait de l'agrément et de l'audit de certification ».

**Art. 7.** L'article 7, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 3. L'Administration instruit la demande d'agrément, dans un délai de trente jours à compter de sa réception, sur base d'une déclaration sur l'honneur de l'opérateur de formation s'engageant au respect des dispositions du décret et du présent arrêté et sur base de la transmission par celui-ci, par voie postale, électronique ou par télécopie, des tarifs en vigueur au moment de la demande pour les formations soumises à l'agrément. »

**Art. 8.** L'article 8, § 2, 4<sup>o</sup>, du même arrêté est modifié comme suit :

« Rédiger un rapport d'audit circonstancié et le transmettre par voie postale, électronique ou par télécopie à l'administration avec le questionnaire rempli par l'opérateur de formation dans le cadre de la certification. »

**Art. 9.** L'article 8, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par « Les opérateurs disposant préalablement d'une certification reconnue selon les modalités prévues à l'article 21, 3<sup>o</sup>, du présent arrêté peuvent être dispensés par le Ministre de la procédure d'audit moyennant l'avis favorable du comité. »

**Art. 10.** L'article 8, § 4, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La demande motivée de dispense d'audit est introduite par voie postale, électronique ou par télécopie auprès de l'administration qui transmet le dossier pour avis au comité dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande. Le comité remet un avis dans les nonante jours à dater de la réception du dossier. Lorsque le dossier est jugé incomplet par le comité, il demande alors des informations complémentaires. Le délai de nonante jours ne commence à courir qu'à dater du jour où les informations demandées ont été transmises à l'administration par voie postale, électronique ou par télécopie et pour autant qu'elles l'aient été quinze jours minimum avant la réunion du comité.

Lorsque le comité a rendu son avis, l'administration poursuit l'instruction. Si le comité ne rend pas d'avis dans le délai à lui imparti, cet avis est réputé favorable. »

**Art. 11.** L'alinéa 4 de l'article 8, § 4, est supprimé.

**Art. 12.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Dans un délai de dix jours à dater de la réception du rapport d'audit, l'administration transmet ce rapport au comité ainsi que, pour information, à l'opérateur de formation par voie postale, électronique ou par télécopie. Elle transmet également par voie postale, électronique ou par télécopie et dans le même délai, une proposition de décision au Ministre.

Lorsqu'il y a eu demande de dispense d'audit conformément à l'article 8, § 4, de l'arrêté, l'administration transmet l'avis du comité y relatif dans les dix jours qui suivent sa réception à l'opérateur de formation, pour information, par voie postale, électronique ou par télécopie. Dans le même délai et selon ces mêmes modalités, elle transmet au Ministre une proposition de décision.

Lorsque l'audit Région wallonne est positif alors que le comité avait refusé de dispenser le détenteur d'une certification de l'audit, le dossier passe une seconde fois devant le comité qui prend alors la décision finale.

Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément dans un délai de quatorze jours à dater de la réception de la proposition de l'administration. L'administration transmet, par voie postale, électronique ou par télécopie, la décision du Ministre à l'opérateur de formation dans les dix jours de sa réception et en adresse copie, pour information, au comité. »

**Art. 13.** L'article 10, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. L'agrément est accordé pour une période de trois ans, renouvelable.

La demande de renouvellement d'agrément est introduite auprès de l'administration au plus tôt deux cent quarante jours et au plus tard cent vingt jours avant l'expiration de l'agrément en cours. A défaut, l'opérateur de formation devra solliciter l'octroi de l'agrément selon la même procédure que s'il n'en avait jamais bénéficié auparavant.

Lorsque la demande de renouvellement est introduite endéans le délai fixé, l'opérateur n'est tenu de communiquer à l'administration que les modifications par rapport à l'agrément en cours, sauf demande expresse de l'administration. La procédure de renouvellement d'agrément est régie par les mêmes modalités que celles relatives à l'octroi. »

**Art. 14.** L'article 10 du même arrêté est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. L'agrément octroyé à l'opérateur de formation n'est valable que pour le module de formations soumis à agrément. »

**Art. 15.** L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Sur proposition de l'administration et après avis du comité, l'agrément en cours peut être soit suspendu, soit retiré par le Ministre.

Si l'agrément est suspendu, l'opérateur a la possibilité de régulariser sa situation dans le délai fixé par le Ministre. L'administration informe le comité des éléments de remédiation apportés et celui-ci remet un avis.

Passé ce délai, le Ministre peut retirer l'agrément si l'opérateur de formation n'a pas répondu favorablement aux motifs de la suspension.

§ 2. L'agrément en cours peut être retiré ou suspendu par le Ministre lorsque l'opérateur de formation cesse de remplir l'une des conditions d'agrément prévues par le décret et le présent arrêté. »

**Art. 16.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. En cas de refus, de suspension ou de retrait d'agrément, l'opérateur de formation peut introduire, par toute voie lui conférant date certaine un recours motivé auprès de l'administration dans les quinze jours à compter de la réception de la décision de refus, de suspension ou de retrait. A défaut de respecter ce délai, l'opérateur de formation perd sa faculté de recours contre la décision de refus, de suspension ou de retrait d'agrément.

Le recours n'a pas d'effet suspensif.

L'administration en accuse réception, par voie postale électronique, ou par télécopie, dans les dix jours. Elle instruit le dossier et le transmet au comité dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours motivé.

Les représentants de l'opérateur de formation sont ensuite entendus par le comité qui met le dossier à leur disposition au moins dix jours avant l'audition.

Dans les dix jours suivant l'audition de l'opérateur de formation, le comité remet un avis motivé au Ministre par voie postale.

Le Ministre confirme ou infirme sa décision initiale dans un délai de quatorze jours à dater de la réception de l'avis du comité.

L'administration notifie la décision du Ministre à l'opérateur de formation, par toute voie de droit lui conférant date certaine, dans un délai de dix jours à dater de la réception de la décision du Ministre. »

**Art. 17.** Dans l'article 15 du même arrêté les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

**Art. 18.** Dans l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, les mots « à la ou aux formation(s) » sont remplacés par les mots « aux formations ».

**Art. 19.** Dans l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 7, du même arrêté, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

**Art. 20.** Dans l'article 17 du même arrêté, les mots « le mois » sont remplacés par les mots « les trente jours ».

**Art. 21.** L'article 21 est remplacé par :

« Art. 21. Il est institué un Comité d'accompagnement du chèque-formation, ci-après dénommé le comité.

Le comité remplit les missions suivantes :

1° assurer le suivi du processus de désignation des certificateurs et la bonne exécution de leur mission, en prévoyant au moins une réunion semestrielle avec ceux-ci et ce, dans le but d'une conduite uniforme et équitable par ceux-ci de l'audit visé à l'article 9;

2° élaborer les outils méthodologiques à utiliser par les certificateurs, pour vérifier les critères de l'article 12 du décret et tels que précisés aux articles 7 et 8, et en définir les modes de diffusion;

3° proposer annuellement au Ministre de reconnaître des certifications susceptibles de donner lieu à une dispense d'audit conformément à l'article 8, § 4;

4° remettre au Ministre un avis concernant les demandes de dispense d'audit émanant soit des opérateurs déjà agréés soit des opérateurs disposant d'une certification reconnue conformément au 3° du présent article;

5° donner un avis sur la suspension, ou le retrait d'un agrément en cours proposés par l'administration;

6° remettre un avis au Ministre sur les formations à distance faisant l'objet d'une demande d'agrément;

7° remettre un avis au Ministre, selon la procédure prévue à l'article 12. »

**Art. 22.** Dans l'article 22, § 3, du même arrêté, le mot « Toute » est remplacé par le mot « Toutes ».

**Art. 23.** Dans l'article 26 du même arrêté, le § 2, 5°, et le § 3 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« 5° le plan de formation ainsi que l'avis y relatif remis par le conseil d'entreprise, le Comité de prévention et protection du travail ou les organisations représentatives des travailleurs »,

et

« § 3. En application de l'article 19, alinéa 3 du décret, le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation territorialement compétent remet au FOREm son avis motivé concernant le plan de formation, dans les vingt jours à dater de l'envoi par celui-ci du dossier tel qu'établi après instruction de la demande d'intervention financière de l'entreprise. A défaut d'avis remis dans ce délai, celui-ci est considéré comme favorable ».

**Art. 24.** Dans l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « 1<sup>er</sup> mars » sont remplacés par les mots « 1<sup>er</sup> mai ».

**Art. 25.** L'article 29, alinéa 2, 1°, du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« 1° les données quantitatives et qualitatives relatives aux travailleurs, identifiés, entre autres, selon le sexe, l'âge, le statut et le domicile, données qui devront être fournies par les opérateurs au FOREm pour le 15 janvier au plus tard. L'encodage doit être fait obligatoirement à l'aide du logiciel mis à disposition par le FOREm et dans le respect des caractéristiques de ce logiciel de manière à en conserver toute l'intégrité. »

**Art. 26.** Dans l'article 31 du même arrêté, les mots « L'Observatoire wallon de l'Emploi » sont remplacés par les mots « l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique ».

**Art. 27.** Dans l'article 33, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « pour le 1<sup>er</sup> mars au plus tard » sont remplacés par les mots « dans le courant du premier semestre ».

**Art. 28.** Dans l'article 33, alinéa 2, du même arrêté, les mots « pour le 30 avril au plus tard » sont remplacés par les mots « dans le courant du second semestre ».

**Art. 29.** La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 septembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3808

[2006/203070]

**7 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, en van zijn uitvoeringsbesluit van 1 april 2004**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 363/2004 van de Commissie van 25 februari 2004;

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Overwegende dat het Waalse Gewest onverminderd artikel 4.3. van Verordening (EG) nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun het aantal toegekende cheques kan vermeerderen;

Overwegende dat de Waalse Regering op 30 augustus 2005 in het kader van zijn plan betreffende « de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië » beslist heeft de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij de Z.K.O.'s en K.M.O.'s in dienst zijn, en in het bijzonder de opleidingen bestemd voor het leren van talen te versterken;

Overwegende dat de motiveringen van de beslissing van de Waalse Regering met name op de toestand van de arbeidsmarkt, het scheppen van arbeidsplaatsen en het tekort aan bepaalde kwalificaties gegrond waren;

Overwegende dat de tekst voorgelegd is aan het comité belast met de opvolging van de opleidingscheque en dat de bij deze gelegenheid geuite opmerkingen in overweging zijn genomen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juni 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.838/2/V, gegeven op 31 juli 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet. Het is van toepassing op het grondgebied van het Waalse Gewest.

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 10 april 2003  
betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn**

**Art. 2.** Artikel 8, § 1, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn wordt vervangen als volgt :

« De kleine of middelgrote onderneming kan opleidingscheques aankopen bij de emittent, aangewezen door de Regering op de voordracht van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling, afgekort : FOREm), tegen de prijs van 15 euro voor een maximumaantal van :

1<sup>o</sup> honderd opleidingscheques voor de natuurlijke persoon of voor de eenpersoonszaak Het aantal cheques kan vermeerderd worden tot honderd vijftig cheques voorzover de aanvullende cheques uitsluitend gebruikt worden voor het vreemde-talenonderwijs;

2<sup>o</sup> vierhonderd opleidingscheques voor de onderneming met twee tot vijftig werknemers ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, afgekort « R.S.Z. ». Het aantal cheques kan vermeerderd worden tot vijfhonderd cheques voorzover de aanvullende cheques uitsluitend gebruikt worden voor het vreemde-talenonderwijs;

3<sup>o</sup> zeshonderd opleidingscheques voor de onderneming met eenenvijftig tot honderd werknemers ingeschreven bij de R.S.Z. Het aantal cheques kan vermeerderd worden tot zevenhonderd vijftig cheques voorzover de aanvullende cheques uitsluitend gebruikt worden voor het vreemde-talenonderwijs;

4<sup>o</sup> zevenhonderd opleidingscheques voor de onderneming met honderd één tot tweehonderd werknemers ingeschreven bij de R.S.Z. Het aantal cheques kan vermeerderd worden tot achthonderd vijftig cheques voorzover de aanvullende cheques uitsluitend gebruikt worden voor het vreemde-talenonderwijs;

5<sup>o</sup> achthonderd opleidingscheques voor de onderneming met tweehonderd één tot en met tweehonderd vijftig werknemers ingeschreven bij de R.S.Z. Het aantal cheques kan vermeerderd worden tot duizend cheques voorzover de aanvullende cheques uitsluitend gebruikt worden voor het vreemde-talenonderwijs. »

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het  
decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming  
in dienst zijn**

**Art. 3.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn wordt aangevuld als volgt :

« 9<sup>o</sup> « Afstandsonderwijs » : de flexibele opleidingsregeling georganiseerd naar gelang van de individuele of gezamenlijke behoeften (individuen en ondernemingen) dat geïndividualiseerde of gestandaardiseerde scholingen kan omvatten en de toegang tot plaatstelijke of afstandshulpbronnen en -vaardigheden, dat noodzakelijk onder het toezicht van een vormingswerker en op synchrone of asynchrone wijze uitgevoerd moet worden. »

**Art. 4.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling : « Art. 4, § 1. In de zin van artikel 12, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet worden beschouwd als opleidingen die van kwalificerende aard zijn, de opleidingen waarvan de inhoud en de doelgerichtheid overeenstemmen met de omschrijvingen bedoeld in de gebruikelijke referenten van beroepen, kwalificaties of opleidingen.

§ 2. In de zin van artikel 12, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet worden bovendien beschouwd als opleidingen die arbeidsmarktconforme vaardigheden voortbrengen, de opleidingen waarvan de doelgerichtheid inspeelt op de behoeften die uitgedrukt worden door sectorale of interprofessionele analyses uitgevoerd met name door of voor rekening van professionele sectoren, openbare instellingen of representatieve werknemersorganisaties en representatieve werkgeversorganisaties. »

**Art. 5.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 6, § 1. Onverminderd artikel 12 van het decreet moet de afstandsopleiding, om erkend te worden, een specifieke begeleiding van de werknemer voorstellen.

Deze specifieke begeleiding houdt verplicht hetgeen volgt in :

1<sup>o</sup> de identificatie van een persoonlijke adviseur van de werknemer;

2<sup>o</sup> een persoonlijke opvolging per telefoon, e-mail, videoconferentie, discussieforum of door elke andere formule gebonden aan de ontwikkeling van de communicatietechnologie.

§ 2. Voor elk type afstandsopleiding waarvoor een erkenning vereist is, brengt het comité advies op grond van de analyse van het door de opleidingsoperator aangevulde auditformulier uit aan de Minister en stelt het forfaitaire aantal uren voor, die gedekt zijn door de opleidingscheque met inbegrip van de uren bestemd voor de opvolging van de werknemer. »

**Art. 6.** Het opschrift van afdeling 2 wordt vervangen door : « Procedure betreffende de toekenning en de schorsing van de erkenning en van de certificeringsaudit ».

**Art. 7.** Artikel 7, § 3, eerste lid, wordt vervangen door volgend lid :

« § 3. Het Bestuur behandelt de erkenningsaanvraag binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst ervan op grond van een verklaring op erewoord van de opleidingsoperator die zich ertoe verbindt de bepalingen van het decreet en van dit besluit na te leven en op grond van de overmaking door hem per post, per e-mail of per fax van de op het moment van de aanvraag vigerende tarieven die van toepassing zijn op de aan de erkenning onderworpen opleidingen. »

**Art. 8.** Artikel 8, § 2, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

« Een omstandig auditrapport op te stellen en het per post, per e-mail of per fax over te maken aan het Bestuur met het formulier ingevuld door de opleidingsoperator in het kader van de certificering. »

**Art. 9.** Artikel 8, § 4, eerste lid, wordt vervangen door : « De opleidingsoperatoren die vooraf beschikken over een certificering erkend volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 21, 3<sup>o</sup>, van dit besluit, kunnen door de Minister vrijgesteld worden van de auditprocedure mits gunstig advies van het comité. »

**Art. 10.** Artikel 8, § 4, derde lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

« De met redenen omklede aanvraag om vrijstelling van de audit wordt per post, e-mail of fax ingediend bij het Bestuur dat het dossier binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag ter advies voorlegt aan het comité. Het comité brengt advies uit binnen negentig dagen na ontvangst van het dossier. Wanneer het comité acht dat het dossier onvolledig is, vraagt het dan bijkomende inlichtingen. De termijn van negentig dagen begint pas te lopen op de dag waarop de aangevraagde inlichtingen per post, e-mail of fax overgemaakt zijn aan het bestuur en voorzover ze minstens vijftien dagen vóór de vergadering van het comité gezonden zijn.

Wanneer het comité advies heeft uitgebracht, zet het bestuur de behandeling voort. Als het comité geen advies uitbrengt binnen de gestelde termijn, wordt het geacht gunstig te zijn. »

**Art. 11.** Het vierde lid van artikel 8, § 4, wordt geschrapt.

**Art. 12.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 9. Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het auditrapport stuurt het Bestuur dit rapport per post, e-mail of fax aan het comité alsmede ter informatie aan de opleidingsoperator.

Het stuurt ook per post, e-mail of fax en binnen dezelfde termijn een beslissingsvoorstel aan de Minister.

Wanneer een vrijstelling van de audit is aangevraagd overeenkomstig artikel 8, § 4, van het besluit, maakt het Bestuur het desbetreffende advies van het comité per post, e-mail, of fax ter informatie aan de opleidingsoperator over binnen tien dagen na ontvangst ervan. Binnen dezelfde termijn en volgens dezelfde modaliteiten maakt het een beslissingsvoorstel aan de Minister over.

Wanneer de audit van het Waalse Gewest positief is, terwijl het comité geweigerd had de houder van een certificering van de audit vrij te stellen, wordt het dossier een tweede keer voorgelegd aan het comité dat de eindbeslissing neemt.

De Minister spreekt zich uit over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van veertien dagen na ontvangst van het voorstel van het bestuur.

Het bestuur maakt per post, e-mail of fax de beslissing van de Minister over aan de opleidingsoperator binnen tien dagen na ontvangst ervan en zendt er een afschrift van ter informatie aan het comité. »

**Art. 13.** Artikel 10, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

« § 1. De erkenning wordt voor een verlengbare duur van drie jaar verleend.

De aanvraag om erkenningsverlenging wordt bij het Bestuur op zijn vroegst tweehonderd veertig dagen vóór en uiterlijk honderd twintig dagen vóór het vervallen van de lopende erkenning ingediend. Bij gebrek moet de opleidingsoperator de toekenning van de erkenning vragen volgens voornoemde procedure zelfs als hij deze erkenning vooraf nooit had genoten.

Wanneer de aanvraag om verlenging binnen de bepaalde termijn wordt ingediend, moet de operator alleen de wijzigingen ten opzichte van de lopende erkenning aan het Bestuur mededelen behoudens uitdrukkelijke aanvraag van het Bestuur. De procedure m.b.t. de verlenging van de erkenning wordt geregeld volgens dezelfde modaliteiten als die betreffende de erkenning. »

**Art. 14.** Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 3. De aan de opleidingsoperator toegekende erkenning is alleen van toepassing op de module van opleidingen waarvoor een erkenning vereist is. »

**Art. 15.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 11. § 1. Op de voordracht van het Bestuur en na advies van het comité kan de lopende erkenning ofwel ingetrokken, ofwel geschorst worden door de Minister.

Als de erkenning geschorst wordt, kan de operator binnen de door de Minister bepaalde termijn zijn toestand regulariseren. Het Bestuur stelt het comité in kennis van de verhelpingselementen en dit laatste brengt advies uit.

Na deze termijn kan de Minister de erkenning intrekken als de opleidingsoperator niet gunstig heeft gereageerd op de redenen van de schorsing.

§ 2. De lopende erkenning kan door de Minister ofwel ingetrokken, ofwel geschorst worden, indien de opleidingsoperator ophoudt één van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in het decreet en dit besluit te vervullen. »

**Art. 16.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 12. In geval van weigering, schorsing of intrekking van de erkenning kan de opleidingsoperator door alle middelen waardoor hem een vaststaande datum wordt toegekend, een met redenen omkleed beroep indienen bij het Bestuur binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing van weigering, schorsing of intrekking. Als hij deze termijn niet naleeft, verliest de opleidingsoperator zijn recht op beroep tegen de beslissing van weigering, schorsing of intrekking van de erkenning.

Het beroep is niet opschortend.

Het Bestuur bericht er binnen tien dagen per e-mail of fax ontvangst van. Het behandelt het dossier en maakt het over aan het comité binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het met redenen omkleed beroep.

De vertegenwoordigers van de opleidingsoperator worden dan gehoord door het comité dat het dossier te hunner beschikking stelt binnen tien dagen vóór het horen.

Binnen tien dagen na het horen van de opleidingsoperator maakt het comité een met redenen omkleed advies per post over aan de Minister.

De Minister bevestigt zijn oorspronkelijke beslissing of maakt ze ongedaan binnen een termijn van veertien dagen na ontvangst van het advies van het comité.

Het Bestuur deelt de beslissing van de Minister door alle middelen die hem een bepaalde datum toekennen, aan de opleidingsoperator mede binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister. »

**Art. 17.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « negentig dagen ».

**Art. 18.** In artikel 16, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « de te erkennen opleiding(en) » vervangen door de woorden « de te erkennen opleidingen ».

**Art. 19.** In artikel 16, § 1, zevende lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « drie maanden » vervangen door de woorden « negentig dagen ».

**Art. 20.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de woorden « de maand » vervangen door de woorden « dertig dagen ».

**Art. 21.** Artikel 21 wordt vervangen door :

« Art. 21. Er wordt een comité belast met de opvolging van de opleidingscheque, hierna het comité genoemd, opgericht.

Het comité vervult de volgende opdrachten :

1° zorgen voor de opvolging van het proces betreffende de aanwijzing van de certificeerders en voor de goede uitvoering van hun opdracht en minstens in een halfjaarlijkse vergadering met hen voorzien, zodat ze de in artikel 9 bedoelde audit op uniforme en billijke wijze leiden;

2° de methodologische instrumenten uitwerken die gebruikt worden door de certificeerders om de criteria van artikel 12 van het decreet die bepaald zijn in de artikelen 7 en 8, te controleren en om de verspreidingswijzen ervan te bepalen;

3° aan de Minister jaarlijks voorstellen certificeringen te erkennen die aanleiding kunnen geven tot een vrijstelling van de audit overeenkomstig artikel 8, § 4;

4° de Minister advies uitbrengen over de aanvragen om vrijstelling van de audit die ingediend zijn door reeds erkende operatoren of operatoren die beschikken over een certificering erkend overeenkomstig punt 3° van dit artikel;

5° advies uitbrengen over de schorsing of de intrekking van een lopende erkenning die door het bestuur worden voorgesteld;

6° aan de Minister advies uitbrengen over de afstandsopleidingen die het voorwerp uitmaken van een erkenningsaanvraag;

7° advies uitbrengen aan de Minister volgens de procedure bedoeld in artikel 12. »

**Art. 22.** In artikel 22, § 3 van hetzelfde besluit, wordt in het Frans het woord « Toute » vervangen door het woord « Toutes ».

**Art. 23.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden § 2, 5° en § 3 respectievelijk vervangen als volgt :

« 5° het opleidingsplan alsmede het desbetreffende advies uitgebracht door de Ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk of de representatieve werknemersorganisaties. »

en

§ 3. Overeenkomstig artikel 19, derde lid, van het decreet brengt het territoriaal bevoegde Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming een met redenen omkleed advies over het opleidingsplan aan het bedrijf uit binnen twintig dagen na de zending door hem van het dossier zoals het opgemaakt is na behandeling van de aanvraag om tegemoetkoming van de onderneming. Bij gebrek aan advies binnen deze termijn wordt het geacht gunstig te zijn. »

**Art. 24.** In artikel 29, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « 1 maart » vervangen door de woorden « 1 mei ».

**Art. 25.** Artikel 29, tweede lid, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst :

« 1° de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens betreffende de werknemers die onder andere naar gelang van het geslacht, de leeftijd, het statuut en de woonplaats worden geïdentificeerd; deze gegevens zullen uiterlijk op 15 januari door de operatoren worden overgemaakt aan de « FOREm ». De invoering van gegevens moet verplicht verricht worden aan de hand van de door de « FOREm » ter beschikking gestelde software en met inachtneming van de eigenschappen van deze software zodat de integriteit ervan wordt behouden. »

**Art. 26.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden het « Observatoire wallon de l'Emploi » vervangen door de woorden het « Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique » (WaaIs Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek) ».

**Art. 27.** In artikel 33, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « uiterlijk op 1 maart » vervangen door de woorden « in de loop van het eerste halfjaar ».

**Art. 28.** In artikel 33, tweede lid, van hetzelfde besluit worden door woorden « uiterlijk 30 april » vervangen door de woorden « in de loop van het tweede halfjaar ».

**Art. 29.** De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 september 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA